



EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2013

<u>Sommaire :</u>	<u>page</u>
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels	12
• Etats financiers consolidés	13
• Notes annexes aux comptes consolidés semestriels	29
Attestation du rapport financier semestriel	47
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	48

Exacompta Clairefontaine S.A.

Conseil d'administration

François NUSSE, Président Directeur Général
Président du Directoire des Ets Charles NUSSE
Président d'Exacompta

Dominique DARIDAN

Charles NUSSE
Président d'Exaclair Ltd (GB)
Gérant d'Ernst Stadelmann (AT)
Cogérant d'Exaclair GmbH (DE)

Christine NUSSE
Présidente d'Exaclair Inc. (USA)

Frédéric NUSSE
Président des Papeteries de Clairefontaine
Président de Papeterie de Mandeuve
Président d'Everbal

Guillaume NUSSE
Président de Clairefontaine Rhodia
Président de Décopatch
Cogérant de Publiday Multidia (MA)

Jean-Claude Gilles NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE
Gérant de AFA

Jean-Marie NUSSE, Directeur Général
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Jérôme NUSSE
Président des Editions Quo Vadis

Monique PRISSARD, représentant permanent des Ets Charles NUSSE
Membre du Directoire des Ets Charles NUSSE

Commissaires aux comptes

BATT AUDIT, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
M. Pascal FRANCOIS

SEREC AUDIT, 75015 Paris
M. Benoît GRENIER

Mesdames, Messieurs,

1. EXAMEN ET ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

Comptes consolidés – K€	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012
Produit des activités ordinaires (chiffre d'affaires)	254 128	258 427
Résultat opérationnel	-1 414	-2 792
Résultat net avant I.S	-1 665	-2 533
Résultat net après I.S	-1 851	-2 796
dont Part des minoritaires	-1	–
Part du groupe	-1 850	-2 796

Il n'y a aucune variation de périmètre au 1^{er} semestre 2013.

Le cash flow consolidé du Groupe Exacompta Clairefontaine s'élève à 11 352 K€ au 30 juin 2013 contre 10 803 K€ au 30 juin 2012.

1.1 SECTEUR PAPIER

Dans un contexte de réduction de la consommation de papiers d'impression et d'écriture, le secteur papier qui offre un mix produit diversifié (papiers fins – papiers forts – papiers recyclés – papiers de sécurité) a pu améliorer ses volumes mais a été pénalisé par la pression sur les prix de vente alors que les prix des matières premières fibreuses et de ceux de l'énergie augmentaient.

Dans cet environnement, toutes les sociétés ont poursuivi une gestion serrée de leurs coûts et préservé leur productivité.

1.2 SECTEUR TRANSFORMATION

Les sources UFIPA pour la France nous indiquent pour l'ensemble du marché de la papeterie un recul de la demande de 4 % d'un semestre à l'autre. Cette situation générale affecte bien entendu le Groupe dans ses ventes en France mais aussi à l'étranger.

Le premier semestre n'est pas significatif pour ce secteur du Groupe Exacompta Clairefontaine qui est affecté par des phénomènes de saisonnalité importants. Cependant on constate que le résultat s'améliore tout en restant déficitaire. Le Groupe préserve et développe des commercialités dans ce secteur grâce à une large offre de produits : articles de bureau – classement – scolaire – calendriers et agendas – loisirs créatifs.

Le Groupe est à l'origine du lancement permanent de nouveaux produits de papeterie. Il est attentif à toutes perspectives de développement.

1.3 SITUATION FINANCIERE ET ENDETTEMENT

Au 30 juin 2013, pour un chiffre d'affaires de 254 128 K€, l'endettement financier du Groupe s'élève à 106 736 K€ et les capitaux propres à 361 927 K€.

Le Groupe Exacompta Clairefontaine a négocié des lignes de crédit avec ses partenaires bancaires pour un montant total de 127 000 K€. Ces lignes étaient utilisées pour 35 000 K€ au 30 juin 2013. Le Groupe a également émis un montant total de 65 000 K€ de billets de trésorerie à la clôture du 1^{er} semestre sur un programme de 125 000 K€.

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 58 084 K€ au 30 juin 2013 lui permettant entre autres d'autofinancer des investissements. Son endettement net s'élève à 48 652 K€.

1.4 AUTRES POINTS

Pour EXACOMPTA CLAIREFONTAINE en tant que société mère du Groupe :

Il n'existe aucun programme de rachat d'actions et il n'y a pas d'actionnariat salarié.

L'actionnaire principal, Etablissements Charles NUSSE, possède 910 395 actions à droit de vote double, soit 80,46 % du capital social au 30 juin 2013. La société Financière de l'Echiquier, actionnaire minoritaire, détient plus de 5 %.

2. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les sociétés du Groupe participent à différents programmes de recherche en relation avec le Centre Technique du Papier de Grenoble et différents laboratoires d'Universités.

Les projets de développement sont essentiellement axés sur les gammes de produits.

3. RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

3.1 INFORMATIONS SOCIALES

Le rapport RSE concernant l'exercice 2012 a été publié pour l'Assemblée Générale du groupe Exacompta Clairefontaine du 29 mai 2013. Il englobe toutes les données relatives à la gestion sociale de l'entreprise, effectifs, sécurité, prévention des risques professionnels, formation, apprentissage, égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Le rapport RSE a été certifié par Bureau Veritas. Toutes les données sont régulièrement tenues à jour et seront publiées annuellement.

↳ Effectif

L'effectif total du Groupe Exacompta Clairefontaine était de 3 143 personnes au 30 juin 2013 contre 3 226 au 30 juin 2012.

Les sociétés appliquent à titre principal la convention collective de la production des papiers cartons et celluloses, ou celle du cartonnage.

↳ **Comité de groupe**

Le comité de groupe réuni le 12 juin 2013 a commenté l'activité ainsi que les perspectives économiques et sociales.



↳ **Sécurité et conditions de travail - Prise en compte de la pénibilité au travail**

La Loi caractérise la pénibilité au travail par le fait d'être ou d'avoir été exposé au cours de son parcours professionnel à des risques professionnels liés à des contraintes physiques marquées, à un environnement physique agressif ou à certains rythmes de travail susceptibles de laisser des traces durables, identifiables et irréversibles sur la santé du travailleur.

Les dix facteurs de risques retenus sont les suivants :

- au titre des contraintes physiques marquées :
 - les manutentions manuelles de charges
 - les postures pénibles définies comme position forcée des articulations
 - les vibrations mécaniques

- au titre de l'environnement agressif :
 - les agents chimiques dangereux
 - les activités exercées en milieu hyperbare (*non rencontrées sur nos sites*)
 - les températures extrêmes
 - le bruit

- au titre des contraintes liées aux rythmes de travail :
 - le travail de nuit dans les conditions fixées par le code du travail
 - le travail en équipes successives alternantes
 - le travail répétitif caractérisé par la répétition d'un même geste, à une cadence élevée, imposé ou non par le déplacement automatique d'une pièce, avec un temps de cycle défini.

Ces différents risques sont généralement déjà pris en compte dans l'évaluation des risques professionnels réalisée dans les unités du groupe.

Des actions sont donc menées pour éliminer ou réduire l'exposition du personnel aux risques identifiés.

C'est notamment dans ce cadre que vient d'être mis en service une nouvelle ligne d'emballage de bobines de papier produites par les Papeteries de Clairefontaine permettant de réduire considérablement les manutentions manuelles de charges lourdes. L'emballage est désormais automatisé et les manutentions intermédiaires sont réalisées à l'aide de transbobines ou de chariots élévateurs.



La nouvelle ligne d'emballage de bobines des Papeteries de Clairefontaine

3.2 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

↳ Suivi des émissions brutes de dioxyde de carbone (CO₂) des sites papetiers français du groupe

Le système d'échange de quotas d'émission de CO₂ entre dans sa troisième période d'activité, laquelle s'étendra de 2013 à 2020.

Les nouvelles modalités de calcul des allocations vont réduire de manière significative les quantités de quotas attribués aux sites. Les quantités précises ne sont pas encore connues car le plan national d'allocation n'a toujours pas été publié.

Site	Emissions de CO ₂ (tonnes)		Evolution
	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012	
CLAIREFONTAINE	40 920	39 911	↑ 2,5 %
MANDEURE	4 947	4 828	↑ 2,5 %
EVERBAL	2 724	5 379	↓ 49,4 %
Total	48 590	50 118	↓ 3,1 %

Site	Production Brute (tonnes)		Evolution
	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012	
CLAIREFONTAINE	94 077	87 202	↑ 7,9 %
MANDEURE	18 298	16 613	↑ 10,2 %
EVERBAL	21 170	21 114	↑ 0,3 %
Total	133 545	124 929	↑ 6,9 %

Les émissions de CO₂ de Clairefontaine et Mandeuire sont en hausse en raison d'une activité plus soutenue sur le premier semestre 2013 par rapport à la même période de 2012.

Néanmoins les émissions brutes globales de CO₂ sont en baisse en raison de la mise en service d'une nouvelle chaudière biomasse sur le site d'Everbal. Grâce à cette nouvelle installation les émissions de CO₂ fossile de l'usine seront désormais quasiment nulles.

↳ Evolution de la réglementation environnementale

Le choc de simplification administrative ne semble pas s'appliquer à la réglementation environnementale...

La transposition de la Directive relative aux émissions industrielles, dite Directive IED, s'est achevée le 2 mai 2013 avec la publication de plusieurs décrets et arrêtés ministériels.

Désormais, les valeurs limites d'émission des sites industriels ne devront pas excéder les niveaux d'émission associés aux meilleures technologies disponibles (MTD) définies dans les BREF (Best available techniques REferences document) de chaque secteur d'activité.

La révision du BREF relatif à l'industrie papetière devrait paraître avant la fin de l'année 2013.

Le réexamen des conditions d'autorisation d'exploiter des sites sera désormais lié à la publication de la mise à jour des MTD. Un dossier de réexamen devra être communiqué au préfet dans les douze mois suivant la publication.

Les exploitants devront également réaliser un rapport de base (Baseline report) définissant l'état du sol et des eaux souterraines, dès lors que l'activité implique l'utilisation, la production et/ou le rejet de produits dangereux avec un risque de contamination.

Ces nouvelles prescriptions seront applicables aux quarante nouvelles rubriques ICPE créées pour l'occasion.

Nos sites de production de papier seront notamment concernés au titre des rubriques suivantes :

- 3110 : Combustion (puissance thermique ≥ 50 MW)
- 3610 : Fabrication de pâte à papier, papier, carton, panneaux de bois (dans le cas du papier, si la production est > 20 t/jr).



4. PERSPECTIVES

4.1 PERSPECTIVES GENERALES

La visibilité de notre environnement économique reste toujours incertaine. Matières premières et énergie connaissent sur certaines spécialités des tensions haussières alors que les prix de vente demeurent sous pression. Nos efforts continueront à porter sur une offre de produits de qualité. Le résultat 2013 du groupe devrait être du même ordre que celui de 2012 qui était proche de l'équilibre.

4.2 RISQUES ET INCERTITUDES

De par ses activités, le groupe est exposé à différentes natures de risques comme à un certain nombre d'incertitudes.

➤ Gestion du risque matières premières et énergie

La première incertitude réside dans le prix de la matière première. Cette dernière est assumée par une politique d'achats de matières premières pâteuses très diversifiées, avec des volumes significatifs.

Sur le plan financier, les achats se font pour moitié avec des dollars USD achetés au comptant et pour moitié avec des achats à terme avec option de liquidation. Les prix de matière finissent par être répercutés dans les prix de vente en tenant compte des équilibres du marché.

En ce qui concerne l'énergie (gaz, électricité), les usines sont couvertes par des contrats long terme. Papeteries de Clairefontaine et Everbal ont adhéré à Exeltium pour 7,5 Mw de capacité, ce qui permettra l'accès à un coût énergétique à de meilleures conditions de marché.

Une nouvelle installation de production de bio énergie a été démarrée à Everbal pour améliorer le lissage des coûts énergétiques.

Nos allocations de quotas de CO₂ à venir devraient diminuer. Cependant la bonne gestion technique des années antérieures devrait permettre de conserver les quotas nécessaires.

Pour favoriser leur commercialité, les usines sont certifiées ISO 9000 et 14001. Elles utilisent exclusivement des matières premières certifiées FSC ou PEFC en fonction des nécessités commerciales.

➤ Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. La gestion du risque financier est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction Générale du Groupe.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un tiers viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

→ Créances clients et autres débiteurs

Le risque de crédit est réparti sur un grand nombre de clients. Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours et le risque est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

→ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides, les contreparties étant des banques de premier ordre.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à sa réputation. A cet effet des financements à court terme sont mis en place, ainsi que des lignes de tirage couvrant les échéances moyen terme.

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales concernent principalement les achats de matières premières qui sont couverts à 50 % par des contrats d'options.

Exacompta Clairefontaine S.A.

Comptes consolidés au
30 juin 2013

Comptes consolidés semestriels

- Etats financiers consolidés 13
- Notes annexes aux comptes consolidés semestriels 29

Bilan consolidé

en K€	30/06/2013	31/12/2012	Notes
ACTIFS NON COURANTS	243 051	242 977	
Immobilisations incorporelles	12 871	15 335	(2.1.4)
Immobilisations incorporelles – Goodwills	10 620	10 620	(2.1.4)
Immobilisations corporelles	216 116	213 134	(2.1.5)
Actifs financiers	2 890	3 359	(2.1.6)
Impôts différés	554	529	(2.4)
ACTIFS COURANTS	391 464	330 456	
Stocks	187 062	167 061	(2.2.1)
Créances clients et autres créances	143 261	101 608	(2.2.2)
Acomptes versés	1 518	3 975	
Créances d'impôt	1 539	804	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	58 084	57 008	(2.2.3)
TOTAL DES ACTIFS	634 515	573 433	

CAPITAUX PROPRES	361 927	364 754	
Capital	4 526	4 526	
Réserves liées au capital	256 320	253 902	
Réserves consolidées	104 051	107 599	
Ecart de conversion	-1 164	-726	
Résultat - part du groupe	-1 850	-592	
Capitaux propres – part du groupe	361 883	364 709	
Intérêts minoritaires	44	45	
DETTES NON COURANTES	49 229	46 835	
Dettes portant intérêt	2 063	395	(2.6)
Impôts différés	29 930	29 694	(2.4)
Provisions	17 236	16 746	(2.5)
DETTES COURANTES	223 359	161 844	
Dettes fournisseurs	56 219	47 699	
Partie à court terme des dettes portant intérêt	104 673	61 909	(2.6)
Provisions	3 501	3 302	(2.5)
Dettes d'impôt			
Autres dettes	58 966	48 934	(2.8)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	634 515	573 433	

Compte de résultat consolidé

en K€	30/06/2013	30/06/2012	Notes
Produits des activités ordinaires	254 128	258 427	
- Ventes de produits	250 696	254 905	
- Ventes de services	3 432	3 522	
Autres produits opérationnels	2 562	3 409	
- Reprises d'amortissements	76	124	(2.1.4, 2.1.5)
- Subventions	9	15	
- Autres produits	2 477	3 270	
Variation de stocks de produits finis et de travaux en-cours	18 294	18 596	(2.2.1)
Production immobilisée	151	345	
Marchandises et matières consommées	-135 817	-139 260	(2.2.1)
Charges externes	-43 021	-44 413	
Frais de personnel	-74 926	-76 273	(2.11)
Impôts et taxes	-6 299	-6 153	
Dotations aux amortissements	-12 637	-12 507	(2.1.4, 2.1.5)
Autres charges opérationnelles	-3 849	-4 963	
RESULTAT OPERATIONNEL – avant dépréciation des goodwills	-1 414	-2 792	
Dépréciation des goodwills			(2.1.4, 2.1.1)
RESULTAT OPERATIONNEL – après dépréciation des goodwills	-1 414	-2 792	
Produits financiers	1 300	1 642	
Charges financières	-1 551	-1 383	
Résultat financier	-251	259	(2.12)
Charges d'impôt sur le résultat	-186	-263	(2.4, 2.10)
Résultat après impôts	-1 851	-2 796	
Résultat net – part des minoritaires	-1	0	
Résultat net - part du Groupe	-1 850	-2 796	
Résultat de la période	-1 850	-2 796	
Nombre d'actions	1 131 480	1 131 480	(2.3)
RESULTAT (de base & dilué) PAR ACTION	-1.63	-2.47	

Etat du résultat global

en K€	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net de la période	-1 851	-2 796
Ecarts résultant de la conversion des états financiers d'entités étrangères	-440	236
Résultat global total	-2 291	-2 560
Attribuable :		
- aux minoritaires	-1	0
- au Groupe	-2 290	-2 560

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Capitaux propres – Part du Groupe	Capitaux propres – Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2011	366 611	46	366 657
Écarts de conversion	-179		-179
Autres variations			-
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-179		-179
Résultat de l'exercice	-592	-1	-593
Dividendes	-1 131		-1 131
Solde au 31/12/2012	364 709	45	364 754
Écarts de conversion	-440		-440
Autres variations	30		30
Total des opérations n'affectant pas le résultat	-410	-	-410
Résultat de l'exercice	-1 850	-1	-1 851
Dividendes *	-566		-566
Solde au 30/06/2013	361 883	44	361 927

* Soit 0,50€ par action.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

La trésorerie d'ouverture et de clôture au tableau des flux de trésorerie se détermine de la manière suivante :

en K€	30/06/2013	31/12/2012	Notes
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	58 084	57 008	(actif)
Découverts bancaires remboursables à vue	-104 665	-61 907	(2.6)
Intérêts courus des dettes financières	-8	-2	(2.6)
Trésorerie au tableau de variation des flux de trésorerie	-46 589	-4 901	

Le rapprochement avec la « Partie à court terme des dettes portant intérêt » inscrite au passif est présenté en note 2.6.

Variation des flux de trésorerie

en K€	30/06/2013	31/12/2012	Notes
Résultat net de l'ensemble consolidé	-1 851	-593	
Elimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
• Amortissements et provisions	13 291	27 037	(2.1.4 à 2.1.6, 2.5)
• Variation des impôts différés	236	637	(2.4)
• Plus values de cession, nettes d'impôt	85	-154	
• Ecart de conversion	-440	-179	
• Autres	31		
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	<i>11 352</i>	<i>26 748</i>	
• Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-40 672	8 859	Bilan
• Variation liée à l'impôt sur les bénéfices	-561	3 324	
• Impôt sur les bénéfices décaissé	-174	-1 919	
(1) Flux net de trésorerie générés par l'activité	-30 055	37 012	
• Acquisitions d'immobilisations	-15 406	-30 009	(2.1.4 à 2.1.6)
• Cessions d'immobilisations	2 671	2 484	
• Incidence des variations de périmètre - acquisitions			
• Incidence des variations de périmètre - cessions		16	
(2) Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-12 373	-27 599	
• Dividendes versés	-4 313	-5 833	(Variation des capitaux propres)
• Dividendes reçus	3 747	4 702	
• Emprunts souscrits	2 214	686	
• Remboursements d'emprunts	-792	-17 294	
• Intérêts payés	-214	-686	
• Intérêts reçus	460	731	
(3) Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	1 102	-17 694	
(1+2+3) Total des flux de trésorerie	-41 688	-8 281	
Trésorerie d'ouverture	-4 901	3 380	
Trésorerie de clôture	-46 589	-4 901	
Variation de trésorerie	-41 688	-8 281	

Présentation des états financiers consolidés

1- Principes généraux – déclaration de conformité

Les comptes consolidés du Groupe EXACOMPTA CLAIREFONTAINE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. Le Groupe a choisi de présenter des états financiers intermédiaires complets.

Les états financiers consolidés du Groupe Exacompta Clairefontaine ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 30 août 2013.

2- Adoption des normes internationales

➤ Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2013 :

- ✗ IFRS 13 – *Evaluation de la juste valeur*
- ✗ Amendements IFRS 1 – *Prêts publics*
- ✗ Amendements IFRS 7 – *Informations à fournir – Compensation d'actifs et passifs financiers*
- ✗ Amendements IAS 1 – *Présentation des autres éléments du résultat global*
- ✗ Amendements IAS 12 – *Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents*
- ✗ Amendements IAS 19 – *Avantages du personnel*
- ✗ Améliorations annuelles – *Cycle 2009-2011*

L'adoption de cette norme et ces amendements n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe.

➤ Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire après 2013

- ✗ IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*
- ✗ IFRS 11 – *Partenariats*
- ✗ IFRS 12 – *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*
- ✗ IAS 27 révisée 2011 – *Etats financiers individuels*
- ✗ IAS 28 révisée 2011 – *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*
- ✗ Amendements IAS 32 – *Présentation – Compensation d'actifs et de passifs financiers*
- ✗ Amendements IFRS 10, 11 et 12 – *Dispositions transitoires*

Le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune norme, amendement ou interprétation.

Les incidences de ces nouveaux textes sont en cours d'évaluation. Cependant, aucun impact significatif sur les états financiers n'est attendu.

➤ Normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

- ✘ IFRS 9 – *Instruments financiers*
- ✘ Amendements IFRS 10, 12 et IAS 27 – *Entités d'investissement*

Les incidences de l'application de ces nouveaux textes sont en cours d'évaluation.

3- Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Elles ont été appliquées d'une manière uniforme à l'ensemble des entités du Groupe Exacompta Clairefontaine.

4- Consolidation des filiales

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère, Exacompta Clairefontaine, ainsi que ceux des entités contrôlées par la mère (« les filiales »).

Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra-groupe sont éliminés lors de la consolidation.

Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe.

Les pertes latentes sont éliminées de la même manière, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

5- Monnaies étrangères

Les états financiers individuels de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Pour les besoins des états financiers consolidés, le résultat et la situation financière de chaque entité sont exprimés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société Exacompta Clairefontaine et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés au résultat financier selon le cas en produits ou en charges.

Pour chaque entité individuelle exerçant son activité à l'étranger, les actifs et les passifs sont convertis en euros aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis aux cours de change moyens de l'exercice, ce qui représente une approximation suffisante des cours aux dates de transaction, en l'absence de fluctuations significatives. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

6- Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à IFRS 3 révisée. A la date d'acquisition correspondant à la date de prise de contrôle de l'entreprise, il est procédé à l'évaluation des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif, et évalué comme étant l'excédent $[a - b]$ entre :

- a) le total constitué de la contrepartie transférée, du montant de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue
- b) le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé à des conditions avantageuses, l'acquéreur comptabilise le profit correspondant en résultat à la date d'acquisition.

Un regroupement d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun est un regroupement dans lequel la totalité des entités ou des activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les normes, le Groupe applique la méthode de la valeur comptable à l'ensemble des opérations impliquant les entités sous contrôle commun.

7- Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions détenus par le Groupe sont destinés à être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services ou à des fins administratives.

Le Groupe ne détient pas de bien immobilier significatif entrant dans la catégorie des immeubles de placement. Les installations industrielles et autres équipements sont des actifs détenus dans le cadre des activités de production ou de fourniture de biens et services.

L'ensemble des immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire est inscrit au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont des actifs destinés à la production comptabilisés au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les contrats de location qui ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement.

Les actifs correspondants sont comptabilisés dans les immobilisations à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimums au titre de la location diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur, en contrepartie d'une dette financière. Les paiements minimaux au titre de ces contrats sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location financement, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde de la dette financière restant due au passif.

Ces actifs loués sont amortis sur leur durée d'utilité attendue, sur la même base que les actifs détenus.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire et aucune valeur résiduelle n'est retenue. Il est déterminé en fonction de la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle sur les bases suivantes et par an :

- Terrains	non amortis
- Constructions	25 à 40 ans
- Agencements et aménagements	10 à 20 ans
- Installations techniques et équipements	10 à 20 ans
- Autres matériels de bureau et informatique	3 à 10 ans

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles fait l'objet d'une revue lors de chaque arrêté. Le cas échéant, la modification de la durée d'utilité est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

8- Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Lorsque les principes pour la comptabilisation à l'actif de dépenses de développement ne sont pas satisfaits, elles sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'examen des coûts exposés a conduit le Groupe à ne pas activer de dépenses de développement.

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Les filiales papetières du Groupe exercent une activité soumise à la réglementation de l'ordonnance n°2004-330 du 15 avril 2004 portant transposition en droit français, dans le code de l'environnement, de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil établissant un système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, adoptée le 13 octobre 2003.

Un quota est une unité de compte représentative de l'émission d'une tonne de dioxyde de carbone. La nouvelle période d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre couvre la période 2013-2020.

L'ancienne réglementation comptable applicable jusqu'au 31 décembre 2012 est abrogée et de nouvelles dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Les méthodes de comptabilisation appliquées par le Groupe sont celle issues du « Règlement N° 2012-03 du 4 octobre 2012 relatif à la comptabilisation des quotas d'émission de gaz à effet de serre et unités assimilées » adopté par l'Autorité des Normes Comptables et publié au Journal Officiel du 30 décembre 2012.

Dans le cadre de ce règlement, le Groupe applique le modèle Production pour lequel la détention des quotas est liée à un processus de production générant des émissions de gaz à effet de serre. Ils sont utilisés pour se conformer aux obligations de restitution

Les principales caractéristiques de l'application de ce modèle sont les suivantes :

- ✘ Les quotas sont comptabilisés en stocks
 - Les quotas alloués par l'Etat sont comptabilisés pour une valeur nulle. Ils sont suivis en quantité uniquement
 - Les quotas acquis sont enregistrés à leur coût d'acquisition
- ✘ Evaluation à la date de clôture
 - Une dépréciation est à comptabiliser lorsque la valeur actuelle du stock est inférieure à sa valeur comptable
 - Les quotas alloués, étant affectés d'une valeur nulle, ne sont pas soumis à une évaluation spécifique
- ✘ La sortie de stock
 - Les quotas sont sortis du stock au fur et à mesure des émissions de CO₂. Dans le cas de quotas alloués il n'y a pas d'incidence comptable
 - En cas de cession de quotas, les plus-values et moins-values sont comptabilisées en résultat opérationnel

- ✘ Les obligations liées aux émissions de gaz à effet de serre
 - L'obligation fondamentale de restitution de quotas de CO₂ en fonction des émissions est inchangée par rapport aux périodes d'allocation précédentes
 - A la clôture de chaque période comptable, si les quotas [alloués + acquis] sont insuffisants pour faire face à l'obligation de restitution, un passif correspondant au montant des quotas manquants à acquérir est comptabilisé

Goodwills

Les goodwills résultent de l'acquisition des filiales. Ils représentent la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets diminués des passifs éventuels identifiables. Suite à l'application de la norme IFRS 3 révisée – *Regroupements d'entreprises* à compter du 1^{er} janvier 2010, le goodwill est déterminé selon les principes exposés au paragraphe 6 ci-avant. Les goodwills antérieurement comptabilisés ne sont pas ajustés.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT qui sont constitués le plus souvent de filiales ou de regroupements de filiales présentant des synergies.

Ces UGT sont largement indépendantes du Groupe consolidé, et leur taille est inférieure aux segments opérationnels tels que définis par la norme IFRS 8 *Secteurs opérationnels*.

Chaque année un test de dépréciation est réalisé sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie porteuses de goodwills, ainsi qu'à chaque arrêté s'il y a une indication que l'unité peut s'être dépréciée, selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés sur une durée moyenne de 5 ans, ils sont actualisés au taux de 8 à 10 % et tiennent compte d'une valeur terminale. Il n'y a pas de variation significative des principales hypothèses clé retenues pour la détermination des flux de trésorerie attendus.

Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à la valeur comptable de l'unité, la perte de valeur est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie puis aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité.

Une perte de valeur pour un goodwill comptabilisée au compte de résultat n'est pas reprise lors d'une période ultérieure.

Marques

Les marques sont inscrites en tant qu'actifs incorporels et comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. En l'absence de limite prévisible à leur capacité de générer des flux nets de trésorerie, la durée d'utilité des marques exploitées par le Groupe est considérée comme indéfinie.

Elles ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ainsi qu'à chaque arrêté s'il existe un indice de perte de valeur. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des flux de trésorerie attendus actualisés au taux de 8 %.

Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée sur les bases suivantes et par an :

- | | |
|--|------------|
| - Brevets, licences et logiciels | 3 à 8 ans |
| - Autres immobilisations incorporelles | 5 à 10 ans |

9- Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles (hors goodwill et marques)

A chaque clôture, le Groupe passe en revue les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer la perte de valeur éventuelle.

La valeur recouvrable d'un actif correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est estimée suivant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Si la valeur recouvrable est estimée comme étant inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement enregistrée dans les charges au compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée pour un actif lors d'un exercice antérieur peut être reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

Cependant, cette valeur comptable augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

10- Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés sont classés en actifs disponibles à la vente évalués en juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

Si la juste valeur ne peut être estimée de façon fiable, les participations restent évaluées au coût d'acquisition. Dans le cas d'une dépréciation, la perte de valeur est enregistrée au compte de résultat.

Les créances rattachées aux participations et autres immobilisations financières sont évaluées en juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

11- Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances sont classées dans la catégorie IAS 39 des prêts et créances. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et au coût lors des évaluations ultérieures. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

12- Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible entre le coût ou leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Le coût comprend les coûts directs de matière première et les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables, encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. En général, le coût est calculé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré.

13- Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse, les soldes bancaires ainsi que les placements à court terme dans des instruments du marché monétaire. Ces placements sont convertibles en un montant de trésorerie connu sous un délai maximal de mobilisation de un mois et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les valeurs mobilières de placement sont classées dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. Les découverts bancaires remboursables à vue et la part à court terme des comptes courants qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

14- Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour limiter son exposition aux risques de taux d'intérêt résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement.

Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture (couverture de flux de trésorerie et couverture de juste valeur). Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des actifs et passifs financiers évalués en juste valeur par le résultat. Le profit ou la perte résultant des évaluations successives à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat. Les swaps de taux d'intérêt sont comptabilisés à la juste valeur correspondant au prix qui serait échangé par des parties consentantes et bien informées et dans des conditions de concurrence normale. Elle est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

15- Dettes portant intérêt

Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur et au coût amorti lors des évaluations ultérieures.

Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le résultat. Les coûts de transaction sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un instrument financier et n'incluent pas les coûts internes d'administration.

Tous les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

16- Avantages du personnel

Régimes à cotisations définies

Les paiements à un régime à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'elles sont encourues.

Provisions pour indemnités de départ en retraite

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures.

Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux de marché des OAT à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. Les calculs sont effectués selon la méthode des unités de crédit projetées. L'ensemble des écarts actuariels est comptabilisé immédiatement en charges de la période.

17- Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque l'opération a été approuvée par le Groupe et a fait l'objet d'une communication.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

18- Produits

Produits des activités ordinaires

Les ventes de produits et de services sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales et des taxes relatives aux ventes.

Les ventes de biens sont comptabilisées dans le compte de résultat lors de la livraison des biens et du transfert de la propriété à l'acheteur qui en supporte les risques et les avantages.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture, évalué par référence aux travaux effectués.

Subventions publiques

Les subventions publiques qui compensent des charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de façon systématique en tant que produits dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues.

Les subventions qui couvrent en totalité ou partiellement le coût d'un actif sont déduites de cet actif pour constituer son coût de revient.

La subvention est comptabilisée en produits sur la durée d'utilité de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

19- Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

Les avantages reçus ou à recevoir pour le locataire sont comptabilisés en résultat selon la même règle d'étalement sur la durée du contrat.

Résultat financier

Le résultat financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts et les passifs de trésorerie, les intérêts à recevoir sur les placements, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments financiers qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

20- Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé en capitaux propres.

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) n'est pas qualifiée d'impôt sur le résultat et n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12. Les contributions sont enregistrées en charge opérationnelle.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. Il est déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- Le goodwill non déductible fiscalement ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable (sauf dans le cas d'un regroupement d'entreprises).

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles, et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par une même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de les régler sur la base de leur montant net.

21- Gestion du risque financier

D'une façon générale, le Groupe Exacompta Clairefontaine écarte toute opération financière à caractère complexe. Il reste cependant exposé à certains risques liés à l'utilisation d'instruments financiers dans le cadre de ses activités.

La gestion du risque est assurée par les unités opérationnelles dans le respect de la politique définie au niveau de la Direction générale.

Risques de marché

L'exposition aux risques de marché consiste essentiellement au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

□ Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses principales filiales. Les risques liés aux transactions commerciales, libellées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe, concernent principalement les achats de matières premières.

Pour gérer ce risque de change, le Groupe couvre environ 50 % des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les trois mois à venir par des contrats d'options.

Les variations de taux de change n'ont aucun impact significatif sur le compte de résultat ou les capitaux propres au 30 juin 2013.

□ Risque de taux d'intérêt

Le risque auquel le groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. En conséquence, des swaps de taux d'intérêt sont contractés.

Risque de liquidité

L'approche du Groupe pour gérer ce risque est de s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à sa réputation.

A cet effet, des financements à court terme (échéances de moins d'un an) sont mis en place pouvant être assurés par des billets de trésorerie rémunérés à taux fixe.

Le Groupe dispose par ailleurs de lignes de tirage couvrant les échéances moyen et long terme.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

□ Créances clients et autres débiteurs

La concentration du risque de crédit n'est pas significative, il est réparti sur un grand nombre de clients. Le risque de défaillance par secteur d'activité et pays dans lequel les clients exercent leur activité est sans influence significative sur le risque de crédit.

Le Groupe a mis en place des outils de suivi des encours lui permettant de s'assurer que ses clients ont un historique de risque de crédit approprié. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le groupe que dans le cadre de paiements d'avance. Au surplus, le risque de crédit est limité par la souscription de contrats d'assurance-crédit.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs. Les pertes de valeur correspondent à des pertes spécifiques liées aux risques individualisés.

Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur comptabilisées.

□ Placements

Le Groupe limite son exposition au risque de crédit sur les placements, dépôts à court terme et autres instruments de trésorerie en souscrivant uniquement dans des titres liquides.

Les contreparties étant des banques de premier ordre, le Groupe ne s'attend pas à ce que certaines fassent défaut.

22- Information sectorielle

Basés sur l'organisation interne du Groupe, les segments opérationnels pour l'information financière sont définis par pôle de métier.

Les activités principales par pôle de métier sont les suivantes :

- Papier : production, finition et mise en format de papier
- Transformation : façonnage d'articles de papeterie, de bureau et de classement

Les opérations entre les différents pôles de métier sont réalisées à des conditions de marché.

Une information sectorielle par zone géographique est également présentée, ventilée pour le chiffre d'affaires par zone de commercialisation à la clientèle et pour les autres informations par zone d'implantation des sociétés consolidées.

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés sont consolidées au 30 juin 2013 suivant la méthode de l'intégration globale (I.G.).

Nom	Adresse	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation	N° de SIREN
EXACOMPTA CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE			Société mère	505 780 296
A.B.L.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	622 033 124
A.F.A.	132, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	582 090 452
L'AGENDA MODERNE	144, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	552 097 347
CARTOREL	358, Avenue de Paris 79025 NIORT	100	100	I.G.	025 770 470
CFR Ile Napoléon	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	439 721 697
PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE	88480 ETIVAL CLAIREFONTAINE	100	100	I.G.	402 965 297
CLAIREFONTAINE RHODIA	RD 52 68490 OTTMARSHEIM	100	100	I.G.	339 956 781
CLAIRCELL	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	432 357 358
COGIR	10, rue Beauregard 37110 CHATEAU RENAULT	100	100	I.G.	885 783 159
REGISTRES LE DAUPHIN	27, rue Georges Sand 38500 VOIRON	100	100	I.G.	055 500 953
DECOPATCH	6, rue Henri Becquerel 69740 GENAS	100	100	I.G.	400 210 449
EVERBAL	2, Route d'Avaux 02190 EVERGNICOURT	100	100	I.G.	542 091 194
EXACOMPTA	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 047 564
FACIMPRIM	15, rue des Ecluses Saint Martin 75010 PARIS	100	100	I.G.	702 027 665

LALO	138, Quai de Jemmapes 75010 PARIS	100	100	I.G.	572 016 814
LAVIGNE	139-175, rue Jean Jacques Rousseau 92130 ISSY LES MOULINEAUX	100	100	I.G.	332 346 444
PAPETERIE DE MANDEURE	14, rue de la Papeterie 25350 MANDEURE	100	100	I.G.	339 310 807
MANUCLASS	ZI d'Etriché 49500 SEGRE	100	100	I.G.	318 110 665
CLAIRCELL INGENIERIE	ZI – rue de Chartres 28160 BROU	100	100	I.G.	490 846 763
EDITIONS QUO VADIS	14, rue du Nouveau Bêle 44470 CARQUEFOU	100	100	I.G.	054 807 748
IMPRIMERIE RAYNARD	6, rue de la Peltière – 35130 LA GUERCHE DE BRETAGNE	100	100	I.G.	659 200 786
ROLFAX	ZI route de Montdidier 60120 BRETEUIL	100	100	I.G.	432 030 088
PAPETERIES SILL	Rue du Moulin 62570 WIZERNES	100	100	I.G.	085 650 141
BRAUSE Produktion	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
EXACLAI R GmbH (Allemagne)	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
RODECO	D – 51149 KÖLN	100	100	I.G.	
MAKANE BOUSKOURA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
CLAIR MAROC	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
PUBLIDAY MULTIDIA	Parc industriel de Bouskoura, lot n°4 20180 BOUSKOURA	100	100	I.G.	
DIFTAR EXPORT	23, rue Tarik Bnou Zlad 40000 GUELIZ – MARRAKECH	100	100	I.G.	
ERNST STADELMANN	Bahnhofstrasse 8 A – 4070 EFERDING	99	99	I.G.	
EXACLAI R (Espagne)	E – 08110 MONTCADA I REIXAC	100	100	I.G.	
EXACLAI R (Belgique)	249, Boulevard de l'Humanité B – 1620 DROGENBOS	100	100	I.G.	
EXACLAI R Inc (Etats-Unis)	143 west, 29th street USA – NEW YORK	100	100	I.G.	
EXACLAI R Ltd (Grande Bretagne)	Oldmedows Road KING'S LYNN, Norfolk PE30 4LW	100	100	I.G.	
QUO VADIS International Ltée	4193, boulevard Industriel – Laval QUEBEC H7L 0G7	100	100	I.G.	

QUO VADIS Italia Srl	19 via Roberto Lepetit I – 20124 MILANO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Japon Co Ltd	Sangenjaya Combox 4F 1–32–3 Kamjuma Setagaya-Ku, TOKYO	100	100	I.G.	
QUO VADIS Polonia Spzoo	Ul Oeniadeckich 18 60–773 POZNAN	100	100	I.G.	
QUO VADIS Editions Inc	120, Elmview Avenue HAMBURG, NY 14075–3770	100	100	I.G.	
SCHUT	Kabeljauw 2 NL – 6866 HEELSUM	100	100	I.G.	

Mouvements affectant le périmètre de consolidation	
Entrées – acquisitions	Sorties
<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> Néant

2. INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDES

2.1 Actifs non courants

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Droits d'émission de gaz à effet de serre

Aucun montant n'est enregistré à ce titre dans les comptes du 1^{er} semestre 2013 suite au changement de réglementation décrit dans la note 8 de présentation des états financiers consolidés.

Le changement de méthode comptable n'a eu aucune incidence, que ce soit sur le résultat de la période ou les capitaux propres consolidés.

Marques

Dans le poste « concessions, brevets, licences » figurent des marques pour un montant global de 8 655 K€.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2013.

Goodwills

Les principaux goodwills enregistrés concernent 4 filiales au 30 juin 2013.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée dans les comptes du 1^{er} semestre 2013 en application des règles et méthodes décrites au paragraphe 8 de la Présentation des états financiers consolidés.

L'information sectorielle présente la répartition des goodwills par secteurs d'activités et géographiques.

2.1.2 Immobilisations corporelles

La durée d'utilité des principales immobilisations corporelles a fait l'objet d'une revue dans le Groupe. Aucune modification de durée d'utilité conduisant à un changement significatif d'estimation comptable n'a été identifiée sur la période.

Contrats de location financement agrégés dans les tableaux correspondants

en K€	30/06/2013	31/12/2012
Immobilisations corporelles	10 049	10 049
Terrains	22	22
Constructions	1 345	1 345
Installations techniques, mat et outillages industriels	8 682	8 682
Amortissements	8 698	8 409
Cumulés à l'ouverture	8 409	13 250
Dotation de la période	289	615
Sortie d'immobilisations		-5 456
Emprunts	0	0

2.1.3 Actifs financiers

Les titres de participation non consolidés ainsi que les autres titres immobilisés sont maintenus à leur coût à défaut de juste valeur fiable.

Les créances rattachées aux participations et les prêts et autres immobilisations financières sont évaluées au coût amorti. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.1.4 Immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2013, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	13 676	27 543	1 606	42 825
Acquisitions		194	216	410
Cessions		-206	-6	-212
Variations de périmètre				
Ecart de conversion		-8	-5	-13
Transferts et autres mouvements	-10	-1 990	-81	-2 081
Valeur brute à la clôture	13 666	25 533	1 730	40 929
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	3 056	12 353	1 461	16 870
Cessions		-206	-6	-212
Variations de périmètre				
Amortissements		813	48	861
Dépréciations				
Reprises			-61	-61
Ecart de conversion		-8	-2	-10
Transferts et autres mouvements	-10			-10
Amortissements et dépréciations à la clôture	3 046	12 952	1 440	17 438
Valeur nette comptable à l'ouverture	10 620	15 190	145	25 955
Valeur nette comptable à la clôture	10 620	12 581	290	23 491

Au 31 décembre 2012, en K€	Goodwills	Concessions, brevets, licences et droits similaires	Autres	Total
Valeur brute à l'ouverture	13 911	25 345	1 882	41 138
Acquisitions		3 963	62	4 025
Cessions		-251	-132	-383
Variations de périmètre				
Ecart de conversion		2	-10	-8
Transferts et autres mouvements	-235	-1 516	-196	-1 947
Valeur brute à la clôture	13 676	27 543	1 606	42 825
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	2 854	11 446	1 388	15 688
Cessions		-155	-132	-287
Variations de périmètre				
Amortissements		1 361	212	1 573
Dépréciations	421			421
Reprises		-300		-300
Ecart de conversion		1	-7	-6
Transferts et autres mouvements	-219			-219
Amortissements et dépréciations à la clôture	3 056	12 353	1 461	16 870
Valeur nette comptable à l'ouverture	11 057	13 899	494	25 450
Valeur nette comptable à la clôture	10 620	15 190	145	25 955

2.1.5 Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2013, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	127 958	387 021	29 853	5 324	550 156
Acquisitions	1 167	4 406	616	8 942	15 131
Cessions	-24	-1 287	-188		-1 499
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion	-158	-340	-64		-562
Transferts et autres mouvements	81	1 397	48	-1 699	-173
Valeur brute à la clôture	129 024	391 197	30 265	12 567	563 053
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	68 788	243 858	24 376	0	337 022
Cessions	-24	-1 071	-185		-1 280
Variations de périmètre					
Amortissements	2 009	8 892	875		11 776
Dépréciations					
Reprises			-15		-15
Ecarts de conversion	-58	-313	-54		-425
Transferts et autres mouvements		-141			-141
Amortissements et dépréciations à la clôture	70 715	251 225	24 997	0	346 937
Valeur nette comptable à l'ouverture	59 170	143 163	5 477	5 324	213 134
Valeur nette comptable à la clôture	58 309	139 972	5 268	12 567	216 116

Au 31 décembre 2012, en K€	Terrains et constructions	Installations techniques et machines	Autres immos corporelles	Acomptes et immos en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	128 185	373 510	28 615	5 842	536 152
Acquisitions	1 553	17 061	1 949	4 898	25 461
Cessions	-106	-5 549	-859		-6 514
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion	38	125	-5		158
Transferts et autres mouvements	-1 712	1 874	153	-5 416	-5 101
Valeur brute à la clôture	127 958	387 021	29 853	5 324	550 156
Amortissements et dépréciations à l'ouverture	68 071	233 620	23 309	0	325 000
Cessions	-64	-5 005	-772		-5 841
Variations de périmètre					
Amortissements	4 066	17 504	1 874		23 444
Dépréciations					
Reprises		-216	-33		-249
Ecarts de conversion	9	117	-2		124
Transferts et autres mouvements	-3 294	-2 162			-5 456
Amortissements et dépréciations à la clôture	68 788	243 858	24 376	0	337 022
Valeur nette comptable à l'ouverture	60 114	139 890	5 306	5 842	211 152
Valeur nette comptable à la clôture	59 170	143 163	5 477	5 324	213 134

2.1.6 Actifs financiers

Au 30 juin 2013, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 840	0	842	1 795	4 477
Acquisitions			9	17	26
Cessions					
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion				-21	-21
Transferts et autres mouvements			-18	-416	-434
Valeur brute à la clôture	1 840	0	833	1 375	4 048
Dépréciations à l'ouverture	1 092	0	0	26	1 118
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations	42				42
Reprises				-2	-2
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	1 134	0	0	24	1 158
Valeur nette comptable à l'ouverture	748	0	842	1 769	3 359
Valeur nette comptable à la clôture	706	0	833	1 351	2 890

Au 31 décembre 2012, en K€	Participations non consolidées	Créances rattachées aux participations	Prêts	Autres créances	Total
Valeur brute à l'ouverture	1 797	0	843	1 762	4 402
Acquisitions	43		76	88	207
Cessions					
Variations de périmètre					
Ecarts de conversion				-23	-23
Transferts et autres mouvements			-77	-32	-109
Valeur brute à la clôture	1 840	0	842	1 795	4 477
Dépréciations à l'ouverture	888	0	0	30	918
Acquisitions / cessions					
Variations de périmètre					
Dépréciations	204			23	227
Reprises				-27	-27
Ecarts de conversion					
Transferts et autres mouvements					
Dépréciations à la clôture	1 092	0	0	26	1 118
Valeur nette comptable à l'ouverture	909	0	843	1 732	3 484
Valeur nette comptable à la clôture	748	0	842	1 769	3 359

Les autres créances sont principalement composées de dépôts et cautionnements qui s'élèvent à 820 K€ au 30 juin 2013 contre 1 210 K€ au 31 décembre 2012.

2.1.7 Tableau des échéances des autres actifs financiers

Au 30 juin 2013, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	63	123	647	833
Autres immobilisations financières	542		833	1 375
Immobilisations et créances financières	605	123	1 480	2 208

Au 31 décembre 2012, en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Prêts	62	128	652	842
Autres immobilisations financières	953		842	1 795
Immobilisations et créances financières	1 015	128	1 494	2 637

2.2 Actifs courants

2.2.1 Stocks par nature

Au 30 juin 2013, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	55 599	16 916	105 350	177 865
Variation	2 042	2 189	15 026	19 257
Valeur brute à la clôture	57 641	19 105	120 376	197 122
Dépréciations à l'ouverture	4 767	667	5 370	10 804
Dotations	3 545	613	2 244	6 402
Reprises	-3 472	-604	-3 062	-7 138
Ecart de conversion et autres mouvements	-4		-4	-8
Dépréciations à la clôture	4 836	676	4 548	10 060
Valeur nette comptable à l'ouverture	50 832	16 249	99 980	167 061
Valeur nette comptable à la clôture	52 805	18 429	115 828	187 062

Au 31 décembre 2012, en K€	Matières premières	En-cours	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeur brute à l'ouverture	61 247	17 624	105 510	184 381
Variation	-5 648	- 708	-160	-6 516
Valeur brute à la clôture	55 599	16 916	105 350	177 865
Dépréciations à l'ouverture	4 127	455	5 246	9 828
Dotations	4 596	638	4 917	10 151
Reprises	-3 958	-426	-4 801	-9 185
Ecart de conversion et autres mouvements	2		8	10
Dépréciations à la clôture	4 767	667	5 370	10 804
Valeur nette comptable à l'ouverture	57 120	17 169	100 264	174 553
Valeur nette comptable à la clôture	50 832	16 249	99 980	167 061

2.2.2 Dépréciation des autres actifs courants

en K€	Dépréciations à l'ouverture	Dotations	Reprises	Autres variations	Dépréciations à la clôture
Créances clients	3 536	743	-686	-1	3 592
Autres créances	251				251
Total	3 787	743	-686	-1	3 843

Tableau des échéances des créances clients et autres créances

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Clients et comptes rattachés	131 515	723		132 238
Créances fiscales et sociales	9 198			9 198
Comptes courants débiteurs	175			175
Débiteurs divers	1 987			1 987
	142 875	723		143 598
Dépréciation				-3 843
Actifs financiers				139 755
Charges constatées d'avance				3 506
Créances clients et autres créances au bilan				143 261

2.2.3 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont des actifs détenus à des fins de transaction. La valeur au bilan, soit 40 362 K€, correspond à la valeur de marché au 30 juin 2013. La valeur comptable est égale à la juste valeur.

2.3 Capitaux propres

Le capital de la société mère est composé de 1 131 480 actions de 4 Euros, soit 4 525 920 €, sans variation sur l'exercice. Un droit de vote double est attribué à chaque action entièrement libérée pour laquelle est justifiée une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

Aucune politique particulière de gestion du capital n'est mise en œuvre par le Groupe.

Les ETABLISSEMENTS CHARLES NUSSE détiennent 80,46 % du capital.

2.4 Impôts différés

Les principaux retraitements source d'imposition différée concernent les provisions réglementées, les crédits baux, les subventions publiques, les marques, les profits internes sur stocks et des provisions.

La variation des impôts différés au bilan s'élève à 211 K€ (augmentation de l'impôt différé passif net). La variation de l'impôt différé enregistrée au compte de résultat s'élève à 202 K€ (charge d'impôt différé).

La preuve d'impôt est présentée au paragraphe 2.10.

Tableau de variation des impôts différés

en K€	A la clôture	A l'ouverture	Variation
Impôts différés actifs	554	529	25
Impôts différés passifs	29 930	29 694	236
Impôt différé net	29 376	29 165	211

2.5 Provisions

Les provisions se répartissent de la manière suivante :

en K€	Provisions à l'ouverture	Dotations	Reprises	Provisions non utilisées	Autres variations	Provisions à la clôture
Provisions pour pensions et obligations similaires	16 746	1 203	-402	-294	-17	17 236
Autres provisions non courantes	0					0
Provisions non courantes	16 746	1 203	-402	-294	-17	17 236
Provisions pour risques	3 203	513	-409	-13	4	3 298
Autres provisions pour charges	99	110			-6	203
Provisions courantes	3 302	623	-409	-13	-2	3 501

Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent essentiellement les indemnités de départ en retraite et sont calculées à chaque clôture.

Elles sont évaluées, charges sociales incluses, avec les principaux paramètres suivants :

- probabilité de prise de retraite dans l'entreprise, turnover, mortalité
- évolution des salaires
- actualisation du montant obtenu au taux de 3,06 %

Les montants versés à des organismes d'assurance sont déduits de la provision.

Variation nette de la provision pour pensions et obligations similaires

en K€	30/06/2013
Engagement à l'ouverture	16 746
Coût des services rendus	843
Coût financier	523
Gains et pertes actuariels	-876
→ <i>Dont variations actuarielles</i>	-332
→ <i>Dont nouvelles entrées</i>	3
→ <i>Dont sorties de l'exercice</i>	-547
Engagement à la clôture	17 236

L'engagement comptabilisé couvre les obligations au titre du régime applicable aux sociétés françaises pour 13 760 K€ et des régimes applicables aux sociétés étrangères pour 3 476 K€.

2.6 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Tableau du risque de liquidité

en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Emprunts auprès des Ets de Crédit	273	1 135	532	1 940
Dettes financières diverses	43	339	57	439
Concours bancaires	104 349			104 349
<i>Sous total</i>	104 665	1 474	589	106 728
Intérêts courus	8			8
<i>Total</i>	104 673	1 474	589	106 736
<i>Intérêts estimés jusqu'à l'échéance</i>				214

- Dont dettes courantes 104 673 K€
- Dont dettes non courantes 2 063 K€

Toutes les opérations de financement tant à court terme qu'à moyen et long terme sont indexées sur l'Euribor. Le coût d'engagement des lignes de tirage se situe en moyenne à 0,25 %.

L'utilisation est soumise à une marge variable négociée sur la base du montant et de l'échéance de chaque ligne.

La juste valeur des dettes financières est égale à la valeur comptable.

2.7 Programmes d'émissions & instruments financiers

Billets de trésorerie

Le financement des besoins court terme est couvert par des billets de trésorerie émis par Exacompta Clairefontaine et des crédits spot. Ils sont rémunérés à un taux fixe déterminé au moment de l'émission ou de la souscription et ont une durée maximale de 365 jours.

Le montant enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt » s'élève à 65 000 K€ à la clôture pour un plafond d'encours autorisé de 125 000 K€.

Lignes de tirage

Elles sont négociées auprès de plusieurs banques pour un montant de 127 000 K€ et couvrent des échéances d'une durée maximale de 4 ans. Les tirages ont une durée comprise entre une semaine et six mois. Le montant utilisé s'élève à 35 000 K€ à la clôture. Il est enregistré dans le poste « Partie à court terme des dettes portant intérêt », les échéances des tirages étant à très court terme. Aucun montant n'est inscrit à ce titre dans le poste « Dettes portant intérêt ».

Les financements long terme font l'objet d'emprunts négociés.

Instruments financiers

Le groupe utilise des produits dérivés principalement pour faire face aux risques de taux. Quant aux opérations relatives à la couverture contre les risques de change, elles sont non significatives.

La juste valeur des instruments financiers est fournie par les établissements financiers auprès desquels ils sont souscrits.

La variation de juste valeur comptabilisée dans les produits s'élève à 220 K€.

Risques de taux d'intérêts

Afin de se protéger contre les variations de taux d'intérêts, le groupe a mis en place des couvertures sous forme de contrats d'échange de taux Swap.

Les types d'instruments qui peuvent être utilisés, ainsi que les niveaux de risques maximaux encourus sont déterminés par la direction générale. Le risque est contrôlé quotidiennement.

Une variation des taux d'intérêt de 1 point (100 points de base bancaire) aurait un impact de 960 K€ sur le résultat au 30 juin 2013.

Portefeuille d'instruments financiers

Maturité résiduelle en K€	- de 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Swaps de taux	4 384	6 249	0	10 633

Les montants du portefeuille sont exprimés en notionnel courant.

2.8 Autres dettes courantes

en K€	30/06/2013	31/12/2012
Avances et acomptes reçus	1 427	750
Dettes fiscales et sociales	38 565	32 941
Fournisseurs d'immobilisations	4 645	2 461
Dettes diverses	13 260	10 924
Produits constatés d'avance	621	1 190
Instruments financiers dérivés	448	668
Total	58 966	48 934

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

2.9 Engagements hors bilan

➤ Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est entré dans sa troisième période qui s'étendra de 2013 à 2020.

Les nouveaux principes appliqués par le groupe à compter du 1^{er} janvier 2013 sont décrits dans la note 8 de présentation des états financiers consolidés.

Le changement de méthode comptable conduit à l'absence d'engagement valorisable au 30 juin 2013, les quotas reportables de la période d'allocation précédente n'étant désormais soumis qu'à un suivi quantitatif.

Le Groupe n'a pas acquis de quotas sur le marché et les quantités allouées au titre de la nouvelle période ne sont pas encore connues en l'absence de publication du nouveau plan National d'allocation.

Le montant de quotas d'émission restitués en avril 2013 au titre de la période précédente (2008-2012) s'est élevé à 1 045 K€, montant figurant en engagements donnés de restitution indiqué au tableau ci-dessous.

en K€	30/06/2013	31/12/2012
<i>Droits d'émission de gaz à effet de serre</i>		
➤ Engagements donnés – restitution		1 045
➤ Engagements reçus – solde des allocations de la période		934
➤ Engagements reçus – allocations annuelles à obtenir		–

➤ Cautions et garanties

Exacompta Clairefontaine est caution solidaire au bénéfice de la société Exeltium pour toutes les obligations de paiement au titre des achats de blocs d'énergie électrique souscrits par Papeteries de Clairefontaine.

2.10 Impôt sur les bénéfices – Preuve d’impôt

en K€	30/06/2013	30/06/2012
Résultat de l'ensemble consolidé hors dépréciation des goodwill	-1 851	-2 796
Dépréciation des goodwill	–	–
Impôts sur les bénéfices	-15	-39
Impôts différés	201	302
Base fiscale consolidée	-1 665	-2 533
Taux d'impôt en vigueur Sté mère	33.33 %	33.33 %
Charge d'impôt théorique	-555	-844
Actifs d'impôts non retenus sur les sociétés étrangères	541	848
Différences de taux d'imposition	164	-33
Décalage d'imposition	-254	-357
Débets et crédits d'impôt	291	649
Autres impacts	-1	–
Charge d'impôt effective	186	263

Impôts sur les bénéfices	-15	-39
Impôts différés	201	302
Charge d'impôt dans les comptes consolidés à la clôture	186	263

2.11 Effectif du groupe et avantages au personnel

Effectif moyen	30/06/2013	30/06/2012
Cadres	466	471
Employés	760	762
Ouvriers et autres salariés	1 917	1 993
Total	3 143	3 226

Charges comptabilisées au titre des régimes à cotisations définies (en K€)	20 386	21 295
--	--------	--------

2.12 Produits et charges financiers

en K€	30/06/2013	30/06/2012
Participations & produits des autres immos financières	6	12
Revenus des autres créances et VMP	460	414
Autres produits financiers	75	100
Instruments financiers – variation de juste valeur	220	76
Reprises sur provisions et dépréciations	2	27
Différences de change	524	971
Produits nets sur cession de VMP	13	42
Total des produits financiers	1 300	1 642
Dotation aux provisions et dépréciations	42	
Intérêts et charges financiers	214	401
Frais financiers sur locations-financements		4
Différences de change	1 102	718
Autres charges financières	193	260
Charges nettes sur cession de VMP		
Total des charges financières	1 551	1 383

2.13 Parties liées

- Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe avec les Etablissements Charles Nusse.

<i>en K€</i>	30/06/2013	31/12/2012
Charges financières	0	119
Redevances	567	1 143
Locations	2 555	5 436

Les sociétés du Groupe bénéficient de l'animation effectuée par les Etablissements Charles Nusse et versent une redevance égale à 0,6 % de la valeur ajoutée de l'exercice précédent.

➤ Rémunération des organes d'administration et de direction :

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toutes natures perçues par l'ensemble des dirigeants du Groupe s'élève à 892 K€.

Il n'y a pas d'autres avantages alloués aux dirigeants du Groupe en dehors des engagements de retraite calculés selon les règles applicables à l'ensemble des salariés.

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence s'élèvent à 60 K€ en 2013, dans le cadre de la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mai 2013.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Cadrage avec le bilan consolidé :

- Les autres actifs affectés regroupent les stocks et les acomptes versés
- Les actifs non affectés sont constitués des créances d'impôt et des impôts différés actifs

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2013

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	134 232	185 719	-65 823	254 128
Amortissements nets des reprises	5 859	6 702		12 561
Dépréciations et provisions	408	-378		30
Résultat opérationnel (hors goodwill)	3 389	-4 631	-172	-1 414
Dépréciation des goodwill				

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	115 833	113 154		228 987
<i>Dont investissements</i>	10 208	5 333		15 541
Goodwills		10 620		10 620
Créances client	46 290	115 648	-33 292	128 646
Autres créances	3 787	11 026	-198	14 615
<i>Total au bilan</i>	50 077	126 674	-33 490	143 261
Autres actifs affectés	54 656	136 324	-2 400	188 580
<i>Actifs non affectés</i>				2 093
Total des actifs	220 566	386 772	-35 890	573 541

Passifs sectoriels

Provisions courantes	1 507	1 994		3 501
Dettes fournisseur	23 098	66 391	-33 270	56 219
Autres dettes	23 502	35 751	-287	58 966
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	48 107	104 136	-33 557	118 686

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2013

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	163 333	76 675	14 120	254 128
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	212 942	8 549	7 496	228 987
<i>Dont investissements</i>	12 935	1 203	1 403	15 541
Goodwills	10 620			10 620
Créances client	111 781	14 242	2 623	128 646
Autres créances	11 859	639	2 117	14 615
<i>Total au bilan</i>	123 640	14 881	4 740	143 261
Autres actifs affectés	172 057	8 556	7 967	188 580
<i>Actifs non affectés</i>				2 093
Total des actifs	519 259	31 986	20 203	573 541

➤ Information sectorielle par activité – 30/06/2012

en K€	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
-------	--------	----------------	---------------------------	-------

Compte de résultat sectoriel

Chiffre d'affaires	131 881	187 571	-61 025	258 427
Amortissements nets des reprises	5 855	6 528		12 383
Dépréciations et provisions	28	812		840
Résultat opérationnel (hors goodwill)	4 124	-6 852	-64	-2 792
Dépréciation des goodwill				–

Actifs sectoriels

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	113 044	112 767		225 811
<i>Dont investissements</i>	5 045	8 930		13 975
Goodwills		11 041		11 041
Créances client	43 737	122 118	-30 259	135 596
Autres créances	3 647	11 057	-321	14 383
<i>Total au bilan</i>	47 384	133 175	-30 580	149 979
Autres actifs affectés	57 456	137 408	-2 080	192 784
<i>Actifs non affectés</i>				618
Total des actifs	217 884	394 391	-32 660	580 233

Passifs sectoriels

Provisions courantes	372	2 261		2 633
Dettes fournisseur	23 374	63 107	-30 260	56 221
Autres dettes	22 281	34 632	-325	56 588
<i>Passifs non affectés</i>				0
Total des passifs	46 027	100 000	-30 585	115 442

➤ Information sectorielle par zone géographique – 30/06/2012

en K€	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
-------	--------	-------------	-------------	-------

Chiffre d'affaires	165 937	77 464	15 026	258 427
--------------------	---------	--------	--------	---------

Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	211 526	8 164	6 121	225 811
<i>Dont investissements</i>	12 090	773	1 112	13 975
Goodwills	11 041			11 041
Créances client	118 429	13 805	3 362	135 596
Autres créances	11 631	1 016	1 736	14 383
<i>Total au bilan</i>	130 060	14 821	5 098	149 979
Autres actifs affectés	176 661	8 436	7 687	192 784
<i>Actifs non affectés</i>				618
Total des actifs	529 288	31 421	18 906	580 233

Exacompta Clairefontaine S.A.

Attestation du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Olivier ROUSSAT
Directeur Général Délégué

Exacompta Clairefontaine S.A.

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

SEREC AUDIT
21, rue Leriche
75015 PARIS

BATT AUDIT
25, rue du Bois de Champelle
54500 VANDŒUVRE-LES-NANCY

EXACOMPTA CLAIREFONTAINE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
AU 30 JUIN 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société **EXACOMPTA CLAIREFONTAINE**, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 30 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

SEREC AUDIT

BATT AUDIT

Benoît GRENIER

Pascal FRANCOIS